Reporters sans frontières demande la libération de Jean-Claude Kavumbagu

@rib News, 11/09/2008Reporters sans frontiÃ¨resCommuniquÃ© de presse11 septembre 2008BURUNDILe directeur dâ€™un site Internet Ã©crouÃ© pour avoir prÃ©tendument â€œdiffamÃ©â€• le chef de lâ€™EtatReporters sans frontiÃ¨res demande la Jean-Claude Kavumbagu, directeur du site Internet Net press, arrÃªtÃ© et Ã©crouÃ© le 11 septembre 2008 Ã Bujumbura, sur la base dâ€™une plainte pour â€œdiffamationâ€• dÃ©posÃ©e contre lui par le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du gouvernement. â€œOutre quâ€™elle nâ€™apporte aucune rÃ©ponse satisfaisante Ã une Ã©ventuelle diffamation du chef de lâ€™Etat, cette i nous inquiÃ¨te dans la mesure oÃ¹ elle survient Ã un moment oÃ¹ les relations entre le gouvernement et la sociÃ©tÃ© civile se sont nettement dÃ©tÃ©riorÃ©es. Notre crainte est que lâ€™arrestation de Jean-Claude Kavumbagu soit le prÃ©lude Ã dâ€™a rÃ©pressifs Ã lâ€™encontre de la presse privÃ©e, rÃ©pÃ©tant la crise provoquÃ©e par lâ€™incarcÃ©ration de quatre journalis dÃ©clarÃ© lâ€™organisation.Jean-Claude Kavumbagu, directeur du site dâ€™informations Net press, a Ã©tÃ© placÃ© en Ã©ta et Ã©crouÃ© Ã la prison centrale de Mpimba, le 11 septembre, aprÃ¨s avoir rÃ©pondu Ã une deuxiÃ¨me convocation du parqu de la capitale. Lors dâ€™une premiÃ¨re comparution, en aoÃ»t 2008, il lui avait Ã©tÃ© notifiÃ© que le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral d gouvernement avait portÃ© plainte pour â€œÃ©crits diffamatoiresâ€• et â€œpropos injurieuxâ€•.Les poursuites font suite Ã la p dâ€™un article accusant le prÃ©sident de la RÃ©publique, Pierre Nkurunziza, dâ€™avoir utilisÃ© 100 millions de francs burund 000 euros) lors de son voyage en Chine, Ã lâ€™occasion de la cÃ©rÃ©monie dâ€™ouverture des Jeux olympiques, alors que l secrÃ©tariat gÃ©nÃ©ral du gouvernement affirme ne lui avoir octroyÃ© que 50 millions. Selon lâ€™article, le dÃ©blocage de ce somme aurait retardÃ© le paiement des salaires des fonctionnaires.Net press est un site Internet critique envers le CNDD-FDD, le parti du PrÃ©sident qui a remportÃ© lâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle dâ€™aoÃ»t 2005. Son directeur a Ã©galement Ã© fois arrÃªtÃ© sous le prÃ©cÃ©dent gouvernement, notamment en 2001 et 2003, et son site suspendu sur ordre de lâ€™organe rÃ©gulation des mÃ©dias en 2005.Son arrestation intervient dans un contexte dâ€™hostilitÃ© croissante des partisans du chef lâ€™Etat contre les associations de dÃ©fense des droits de lâ€™homme et certains mÃ©dias privÃ©s ou journalistes locaux, a par exemple dâ€™Ãªtre des â€œenfants de la dictatureâ€• uniquement soucieux de â€œsauvegarder leurs acquisâ€• par un sit progouvernemental.En novembre 2006, quatre journalistes importants de Bujumbura avaient passÃ© plus de deux mois en prison aprÃ¨s la diffusion dâ€™une information selon laquelle lâ€™armÃ©e aurait prÃ©parÃ© lâ€™attaque du palais prÃ©si domicile du chef du parti prÃ©sidentiel, avec pour objectif de servir de preuve Ã la prÃ©paration dâ€™une tentative prÃ©sumÃ© coup dâ€™Etat, dont la rÃ©alitÃ© Ã©tait contestÃ©e par les mÃ©dias privÃ©s.